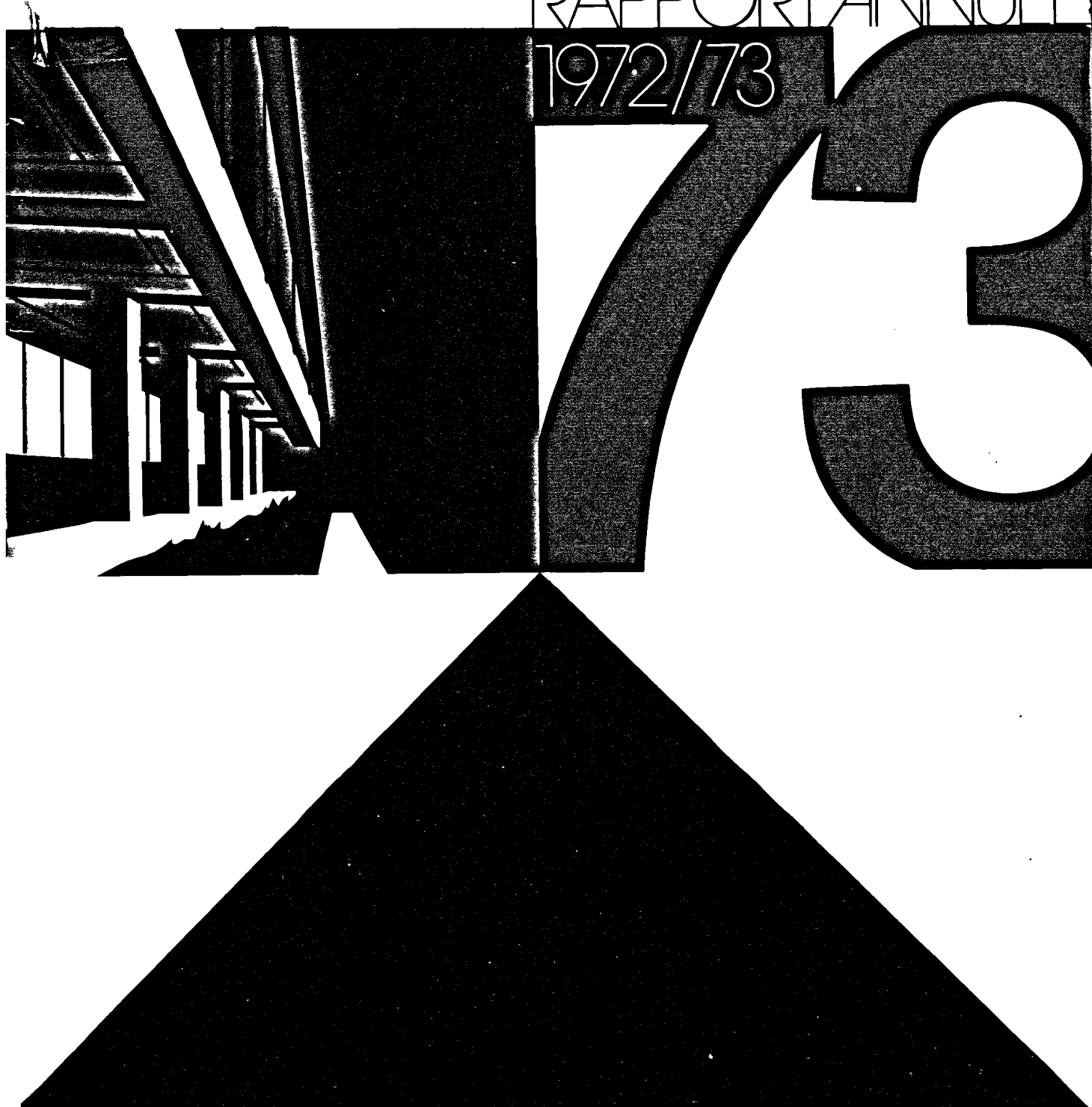




TF7A1
A1
1972/73
Ex. 1
QL/P. Gouv.

Ministère
des Travaux publics

RAPPORT ANNUEL
1972/73





**Ministère
des Travaux publics**

RAPPORT ANNUEL
1972/73

*Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur,
Monsieur Hugues Lapointe, C.P., C.R.
Hôtel du Gouvernement,
Québec.*

Monsieur le Lieutenant-Gouverneur,

*J'ai l'honneur de vous présenter le rapport des activités du ministère des
Travaux Publics pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1973.*

*Je vous prie d'agréer, monsieur le Lieutenant-Gouverneur, l'hommage de
mon entier dévouement.*

*Le Ministre,
Raymond Mailloux*

*Monsieur Raymond Mailloux
Ministre des Travaux Publics
Hôtel du Gouvernement
Québec.*

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel du ministère des Travaux Publics pour l'exercice financier 1972-73.

Il faut se rappeler qu'à cette époque, les services administratifs du ministère des Travaux Publics, entre autres ceux de l'Approvisionnement, du Budget, des Contrats, de l'Information, de l'Expropriation, du Personnel, étaient fusionnés avec ceux des ministères de la Voirie et des Transports.

Ces services font l'objet d'un chapitre du rapport du ministère des Transports et nous n'en ferons pas mention dans le présent rapport. Nous ne traiterons ici que des activités propres aux Travaux Publics durant cette période, soit celles de la Direction de l'Allocation de l'Espace et de l'Équipement et celles de la Direction de l'Exploitation des Immeubles.

Je vous prie d'accepter, monsieur le Ministre, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Roger-T. Trudeau, Ing.

Sous-Ministre

Avant-propos

Après la construction, ces dernières années, des édifices « G », « H » et « J » sur la colline parlementaire à Québec et du Complexe scientifique à Ste-Foy, du Palais de Justice à Montréal, on pouvait s'attendre à un ralentissement de l'activité du ministère des Travaux Publics en 1972-73. Or, on constate que ce Ministère continue à investir partout au Québec, pour satisfaire les besoins croissants du Gouvernement.

En effet, à Montréal, le Ministère participe à la grande entreprise de la Place Desjardins afin d'y loger le ministère du Revenu. Il construit, pour le compte du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, un vaste immeuble qui abritera l'Institut de Tourisme et d'Hôtellerie du Québec. Le coût global en est estimé à \$ 11,375,000.00.

Dans la Capitale, en plus de compléter les travaux aux édifices parlementaires « G », « H » et « J » et au Complexe scientifique, le ministère des Travaux Publics a poursuivi la construction du stationnement de la Place d'Youville, au coût global de \$6,700,000.00 et de la morgue provinciale, dont le coût est estimé à \$469,000.00.

Dans toutes les régions du Québec, d'autres chantiers du ministère des Travaux Publics bourdonnent d'activité.

Par ailleurs, on ne saurait passer sous silence l'opération très réussie, au printemps de 1972, du déménagement de 6,350 fonctionnaires qui occupent maintenant les édifices « G » et « H », à Québec. Ces employés étaient dispersés auparavant en 47 endroits différents; leur regroupement épargne à l'État beaucoup de temps et des centaines de milliers de dollars par année.

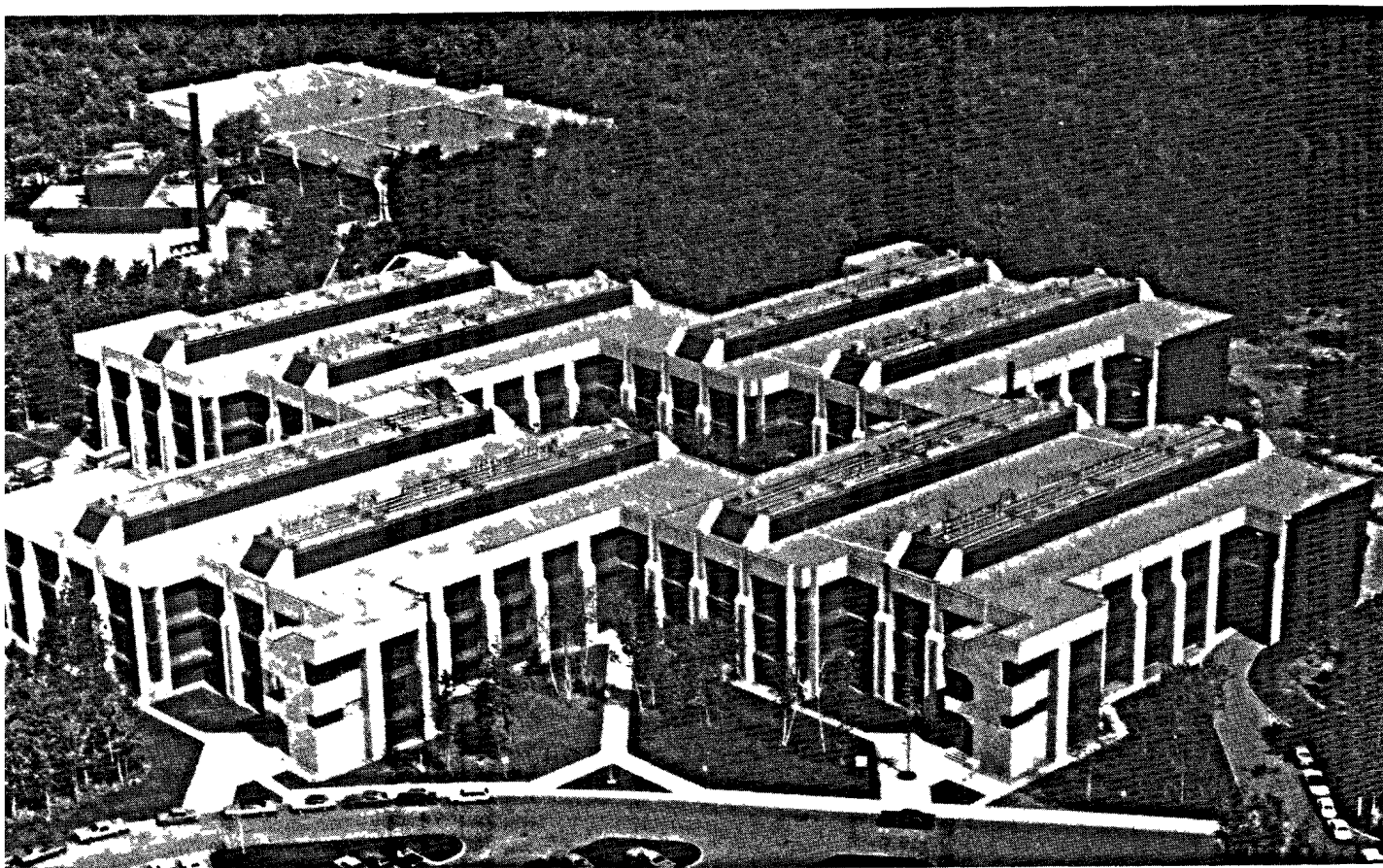
On peut donc conclure que les activités du ministère des Travaux Publics, loin de ralentir, se sont accélérées.

Direction de l'allocation de l'espace et de l'équipement

La Direction de l'allocation de l'espace et de l'équipement voit à fournir, à aménager et à équiper les immeubles construits, achetés ou loués en fonction des besoins des Ministères.

Cette Direction comprend les cinq services suivants:

- Le Service de la planification;
- Le Service d'acquisition d'espace;
- Le Service de la construction;
- Le Service de l'aménagement;
- Le Service de l'ameublement et de la décoration.



Le Complexe scientifique de Ste-Foy et l'annexe.

Service de la planification

Le Service de la planification fait des études et analyses dans le domaine des immeubles pour répondre aux besoins exprimés par les ministères du Gouvernement.

Il élabore les solutions qui satisferont aux besoins en espace et en équipement des ministères-clients selon un échéancier qui tiendra compte des priorités et des contraintes budgétaires.

Il suscite chez les ministères-clients le souci de la planification et la projection de leurs besoins.

Pour réaliser ces objectifs, ce service applique les politiques et pratiques administratives suivantes:

- il propose des solutions basées sur des études de rentabilité ou des études socio-économiques pour régionaliser, centraliser ou regrouper les divers bureaux et équipements des ministères-clients;
- il prépare les programmes de besoins et les devis de performance pour fins de construction, de location et d'aménagement;
- il élabore et revise périodiquement, en collaboration avec tous les services concernés, la programmation des projets à effectuer en tenant compte des priorités et contraintes budgétaires;
- il établit des normes d'aménagement, d'ameublement et de construction.

LE SERVICE DE LA PLANIFICATION comprend deux divisions:
ÉTUDES ET RECHERCHES et NORMES ET PROGRAMMES.

Division des études et recherches

Cette division analyse les besoins des ministères-clients ou tout autre dossier qui lui est fourni et soumet des recommandations basées sur des études socio-économiques et des études de rentabilité.

Cette division a étudié les politiques de bail-achat en regard des politiques de construction, d'achat ou de location d'immeubles.

Elle s'est occupée également de déterminer la rentabilité et les besoins en matière de regroupement des divers ministères à l'intérieur de centres administratifs dans les principales métropoles de la Province.

Les sujets suivants ont aussi mobilisé les énergies de cette division:

- Les priorités de réalisation et le choix de sites des édifices gouvernementaux dans le Québec métropolitain par rapport à une politique de centralisation sur la Colline parlementaire;
- Le problème de l'entreposage dans le Québec métropolitain;
- Les modes de distribution des systèmes téléphoniques et électriques.
- L'amélioration des normes d'aménagement par l'étude des facteurs humains et sociaux conditionnant l'efficacité du travail des fonctionnaires dans les édifices « G » et « H ».

Division des normes et programmes

Cette division élabore les normes d'aménagement et prépare les programmes de besoins ainsi que les devis de performance pour construction, aménagement ou location des locaux du Gouvernement.

À la suite de l'aménagement des grands complexes administratifs « G » et « H », la division des NORMES ET PROGRAMMES a préparé le nouveau Guide d'aménagement qui tient compte de l'expérience acquise en ces dernières années et qui tend à mettre davantage l'accent sur les facteurs humains et les besoins de l'employé dans l'exercice de ses fonctions.

De par sa vocation, la division des normes et programmes satisfait à la demande des ministères par la préparation de programmes de besoins et de devis de performance. Les programmes en préparation sont les suivants:

a) pour le ministère de la JUSTICE:

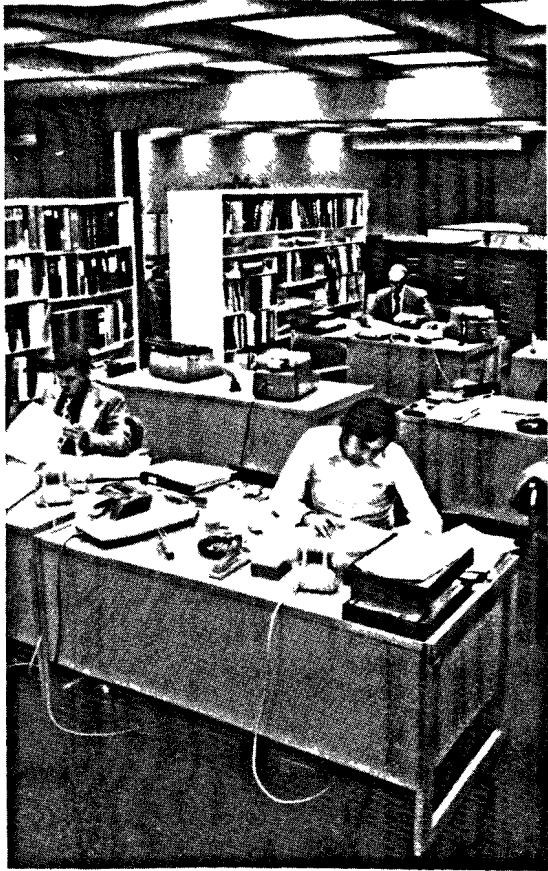
- AMOS: palais de Justice et prison;
- HULL: palais de Justice;
- QUÉBEC: cour de Bien-être social;
- SHERBROOKE: nouvelle prison;
- SEPT-ÎLES: nouvelle prison;
- ST-JÉRÔME: nouvelle prison;
- TROIS-RIVIÈRES: nouvelle prison;
- CHICOUT MI, ROUYN-NORANDA, RIMOUSKI, SHERBROOKE et TROIS-RIVIÈRES: programme-type pour la Sûreté du Québec.

b) pour différents MINISTÈRES

- HULL: centralisation;
- MANIWAKI: centralisation;
- ROUYN-NORANDA: centralisation;
- ST-JÉRÔME: centralisation;
- ST-JEAN: centralisation;
- TROIS-RIVIÈRES: centralisation;
- ST-HYACINTHE: laboratoire de pathologie animale pour le ministère de l'Agriculture.

Durant l'année, d'autres programmes ont été amorcés, comme suit:

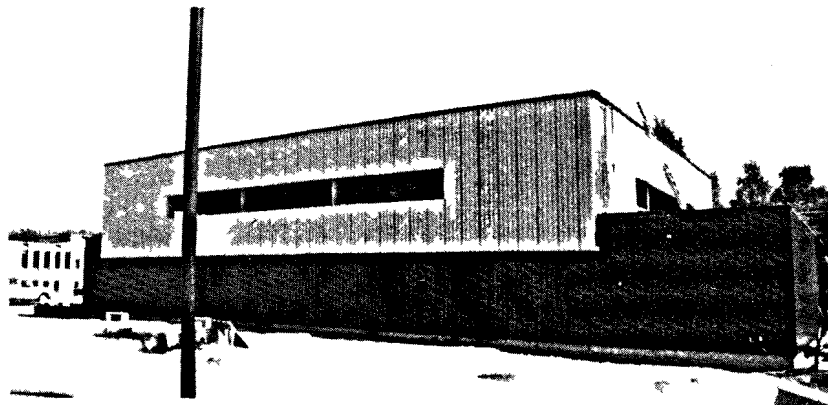
- QUÉBEC: programme pour nouveaux locaux de la Sûreté du Québec;
- SHAWINIGAN: annexe au palais de Justice;
- QUÉBEC: réaménagement de la bibliothèque de l'Assemblée nationale;
- QUÉBEC et MONTRÉAL: étude préliminaire sur les besoins du ministère des Affaires culturelles;
- MONTRÉAL: relocalisation du ministère du Revenu, à Place Desjardins.



À l'intérieur de l'Édifice « H », Cité parlementaire à Québec.



La Cité parlementaire à Québec.



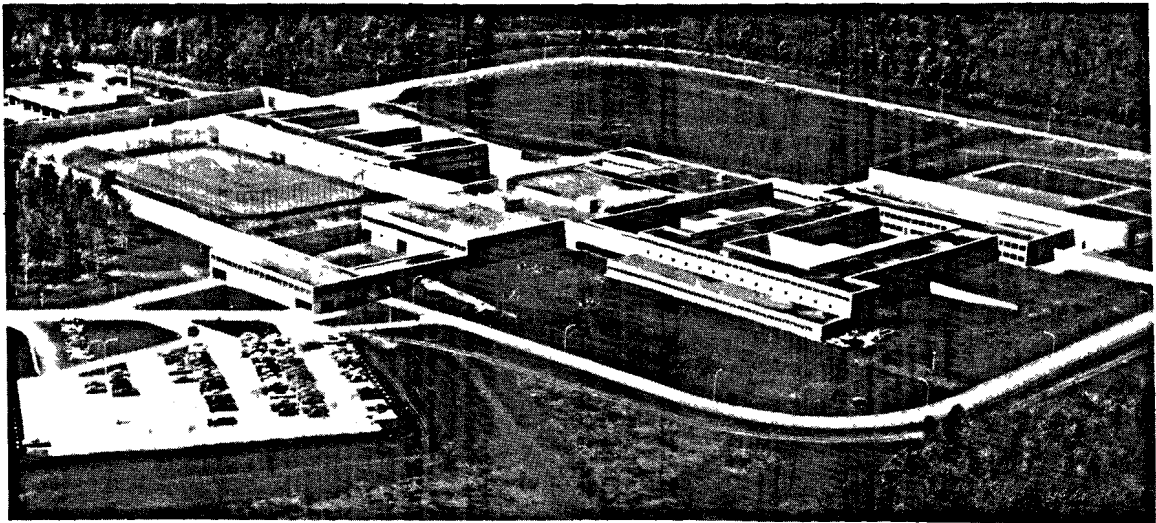
La morgue provinciale, à Québec.



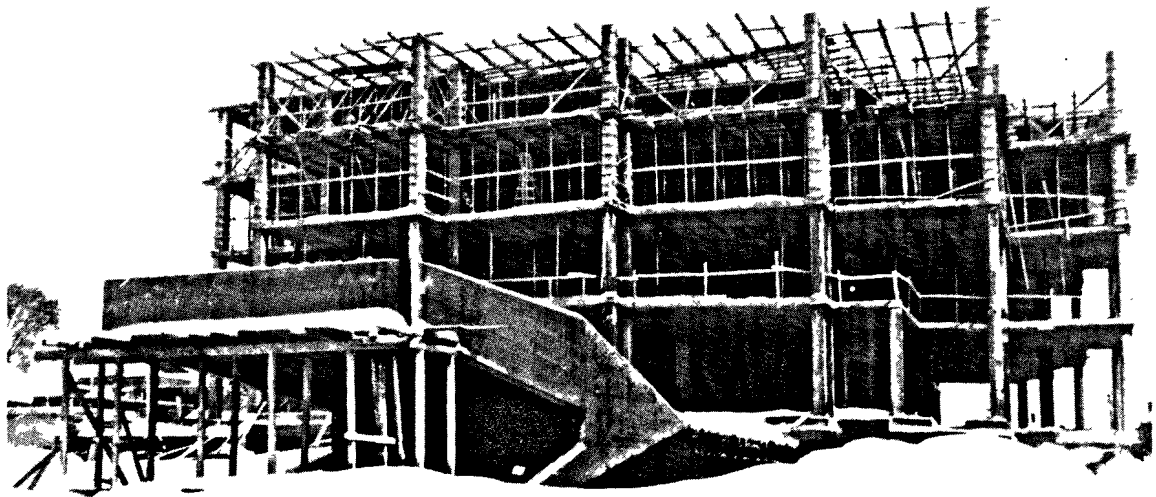
L'un des laboratoires au Centre administratif de Nicolet.



Intérieur de l'Édifice « H », Cité parlementaire à Québec.



Le Centre de détention d'Orsainville près de Québec.



En construction, le Centre administratif de Jonquière.

Service d'acquisition d'espace

Le Service d'acquisition d'espace voit à l'achat et à la location d'immeubles à bureau et d'entrepôts pour les divers ministères du Gouvernement. Il s'occupe également de la vente des propriétés du Gouvernement.

Ce service administre actuellement 675 baux dont le coût annuel s'élève à environ \$ 15,000,000.00.

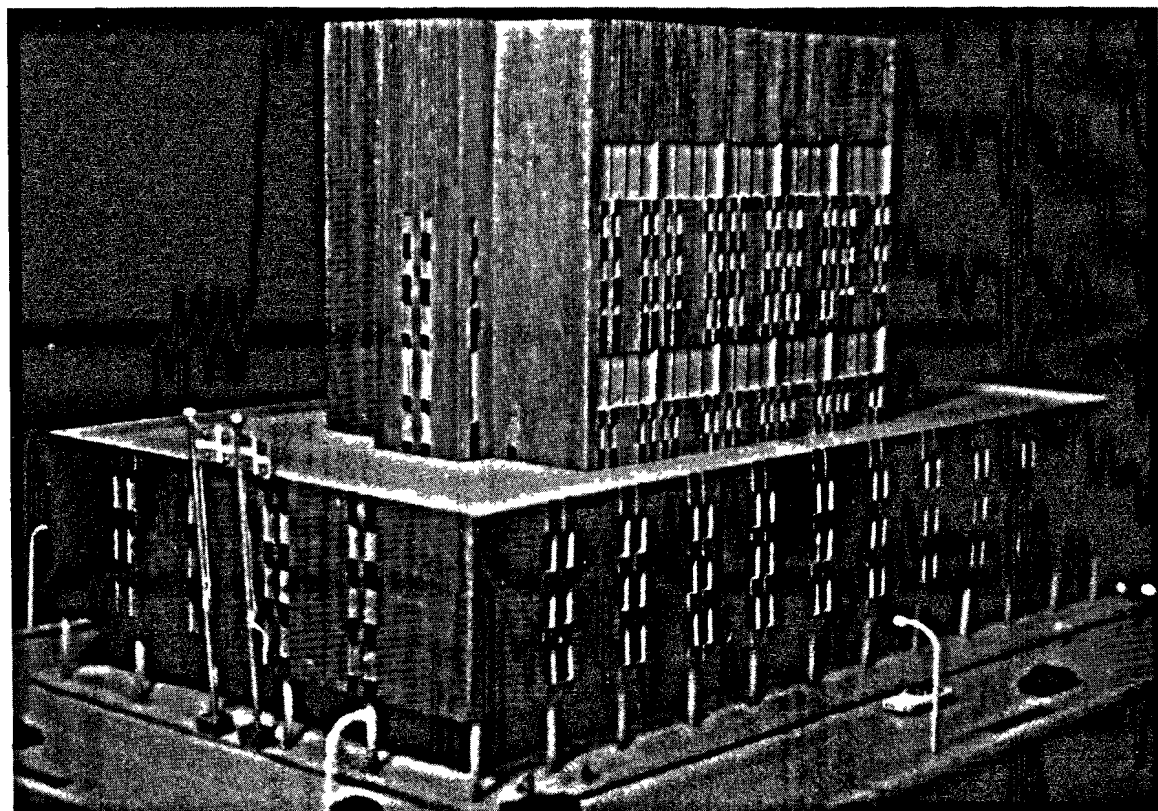
Au cours de l'année 1972-73, il a négocié l'ouverture de bureaux pour le ministère de l'Immigration à l'intérieur des ambassades canadiennes à Athènes, Beyrouth et Rome. Il a loué, après négociations, un espace à Bruxelles, avenue de la Loi, pour la Délégation générale du Québec en Belgique.

Une des tâches du Service d'acquisition d'espace au cours de la période 1972-73 a été de répondre aux besoins du ministère de la Justice, afin qu'il puisse ouvrir ses nouvelles cours de justice (petites créances) le 1^{er} septembre 1973. Par ailleurs, il a débuté deux centralisations administratives: une à Maniwaki pour l'ensemble des services représentés dans la région, l'autre, à Montréal dans Place Desjardins pour regrouper les services du ministère du Revenu; il a participé à l'acquisition d'immeubles et de terrains pour l'agrandissement du palais de Justice de Valleyfield; à l'achat de la propriété Casault, située à proximité des édifices « H » et « J », en vue d'une aire de stationnement supplémentaire; à l'achat de l'ancien Hôtel de ville de l'Île Malin et à celui d'un terrain à proximité du palais de Justice de Roberval.

Parmi les autres réalisations de ce service, il faut retenir: la vente à la ville de Montréal de l'édifice situé au 2375 rue Aird et du « Vieux palais de Justice » situé au 155 est rue Notre-Dame; la vente d'un immeuble à Cookshire, d'un autre au 355 rue de Varennes à Québec, de plusieurs entrepôts frigorifiques et autres propriétés du ministère de l'Industrie et du Commerce. Enfin, des démarches ont été amorcées en vue de la vente de divers autres édifices.



L'Institut de Tourisme et d'Hôtellerie en construction dans la métropole.



Maquette de l'Institut d'hôtellerie et de tourisme du Québec.

Service de la construction

Le Service de la construction est responsable de la réalisation des projets de construction et/ou des modifications importantes d'immeubles. Il entre en action après étude et justification par le Service de la planification des besoins d'espace formulés par les ministères-clients.

Le travail se fait en collaboration avec le Service de l'aménagement et en parallèle avec le Service général des achats quand l'aménagement forme un tout avec l'immeuble que l'on construit, rénove ou agrandit.

Les responsables préparent alors les esquisses, puis les plans et devis qui sont acceptés après étude et discussion par les représentants des ministères-clients de la région ou des services concernés.

Les constructions débutent après adjudication des contrats par le ministre. Le Service de construction assure alors la coordination des travaux avec les entrepreneurs, architectes, ingénieurs et autres spécialistes, jusqu'à la remise de l'édifice aux responsables de l'exploitation des immeubles qui voient au bon fonctionnement de ces derniers et à leur maintien en bonne condition.

De plus, ce service est appelé à évaluer, à faire exécuter les changements requis et à accepter au nom du ministère les plans et devis des projets en fonction du budget et du programme établi.

Durant l'année écoulée, le service a livré diverses bâtisses et plusieurs autres sont en voie de réalisation, notamment aux endroits suivants:

DÉBOURSÉS
1972-73

RIMOUSKI — Laboratoire

Laboratoire régional de la Voirie pour tests de résistance d'agrégats de revêtement routier.

Coût global: \$120,000.00 \$ 10,000.00

VALLEYFIELD — Palais de Justice et prison

Construction d'une annexe, rénovation et réaménagement complet des bâtisses existantes pour abriter la Sûreté du Québec, une cour de petites créances, une cour supérieure avec greffe et service de probation.

Cet immeuble servira de prison régionale. La construction s'étendra sur une période de trois ans et son coût global est estimé à \$3,400,000.00 \$ 150,000.00

QUÉBEC — Morgue provinciale

Construction moderne d'une superficie de 8,800 pieds carrés répartie sur deux planchers, et d'une capacité de 45 tiroirs frigorifiques.

Coût estimé à \$469,000.00 \$ 125,000.00

ÎLE MALIGNE — Édifice administratif

Ancien Hôtel de ville qui sera transformé au coût de \$100,000.00 pour servir d'édifice administratif.

\$ 50,000.00

QUÉBEC — Stationnement Place d'Youville

Construction d'un stationnement couvert, d'une capacité de 1,100 espaces, ouvert au public en décembre 1972, au coût total de \$6,700,000.00

\$ 2,400,000.00

QUÉBEC — Édifice « A » (Assemblée Nationale)

Tunnel raccordant l'édifice « A » à l'édifice « H » terminé en 1972.

Coût total: \$1,190,000.00 \$ 401,475.00

NICOLET — Institut de police

La quatrième phase, soit l'amélioration des cuisines et la construction d'un stand de tir, aura coûté la somme de \$250,000.00.

Fin des travaux en juin 1973. \$ 4,015.00

NICOLET — Édifice administratif Immeuble conçu pour services administratifs, livré en 1972. Coût total: \$920,000.00	\$ 50,000.00
ST-JÉRÔME — Palais de Justice Système d'enregistrement mécanique des témoignages et travaux de signalisation. Coût total: \$190,000.00	\$ 15,000.00
MONTREAL — Institut de Tourisme et d'Hôtellerie du Québec L'édifice doit être terminé en septembre 1975. Coût total: \$11,375,000.00	\$ 800,000.00
LA POCATIÈRE — Institut de Technologie agricole Construction commencée en 1972. Fin des travaux en juin 1973. Coût total: \$200,000.00	\$ 100,000.00
ST-HYACINTHE — Palais de Justice Réparations majeures à l'édifice existant: murs extérieurs, solins, déambulatoires, etc. . . Coût total: \$455,000.00	\$ 155,000.00
ST-HYACINTHE — Laboratoire Construction d'un laboratoire de pathologie animale pour le compte du ministère de l'Agriculture. Fin des travaux en 1974. Coût total: \$270,000.00	\$ 18,000.00
QUÉBEC — Édifice Joffre Addition d'ascenseurs et modifications majeures. Coût total: \$1,100,000.00	\$ 400,000.00
DRUMMONDVILLE — Manoir Trent Restauration du Manoir Trent, monument historique situé dans le Parc des Voltigeurs à Drummondville. Une somme globale de \$180,000.00 a été affectée à ces travaux. Le programme prévoit le parachèvement du projet au début de 1974.	\$ 25,000.00
DRUMMONDVILLE — Parc des Voltigeurs Les trois phases du projet, dont la dernière concernant les bâtiments sanitaires a été terminée en mai 1973, auront coûté: \$995,000.00	\$ 245,000.00

<p>ROUYN-NORANDA — Centre administratif Travaux d'aménagement commencés en 1971 et terminés en 1973. Coût total: \$1,506,000.00</p>	<p>\$ 416,000.00</p>
<p>ARTHABASKA — Palais de Justice Immeuble construit pour le ministère de la Justice. Coût total: \$1,460,000.00</p>	<p>\$ 1,300,000.00</p>
<p>JONQUIÈRE — Centre administratif Le parachèvement de l'édifice est prévu pour avril 1975. Estimation du coût: \$3,800,000.00</p>	<p>\$ 300,000.00</p>
<p>MINISTÈRE DES TRANSPORTS — Édifice à bureaux Construction d'édifices à bureaux pour la voirie à Laurier Station, Cap-de-la-Madeleine, Nicolet, Boucherville, Richmond, Mont-Laurier, Lachute. Coût total: \$875,000.00</p>	<p>\$ 750,000.00</p>
<p>MINISTÈRE DES TRANSPORTS — Ateliers Construction d'ateliers pour la voirie à Rouyn, St-Pascal de Kamouraska, Chibougamau, Boucherville et Lachute. Coût total: \$1,065,000.00</p>	<p>\$ 400,000.00</p>
<p>MINISTÈRE DU TOURISME DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE — Centres d'accueil Construction de centres d'accueil à St-Bernard de Lacolle, Ste-Claire d'Assise et à Notre-Dame-du-Portage. Coût total: \$900,000.00</p>	<p>\$300,000.00</p>
<p>MONTMAGNY — Entrepôt de voirie Construction de garages et d'entrepôts de voirie.</p>	<p>\$ 50,000.00</p>
<p>CHARLESBOURG — Centre de détention Divers travaux commencés en 1971-72 ont été exécutés pour le ministère de la Justice, à la suite de rôdage de la bâtisse.</p>	<p>\$ 80,000.00</p>
<p>BAIE ST-LUDGER — Chambre de croissance Cette bâtisse du ministère de l'Agriculture sert au dépistage de maladies de tubercules cultivés. Coût total: \$220,000.00</p>	<p>\$ 40,000.00</p>
<p>VILLE D'ANJOU — Laboratoire de voirie Construction d'un immeuble pour les services des sols et matériaux du ministère des Transports, à des fins d'analyses et de contrôle. Coût total: \$563,000.00</p>	<p>\$ 300,000.00</p>

QUÉBEC — Édifice « G »	
Parachèvement de l'aménagement des locaux de cet édifice.	
Coût total de l'édifice: \$50,000,000.00	\$10,850,000.00
QUÉBEC — Édifice « H » et « J »	
Parachèvement des travaux de construction et d'aménagement.	
Coût total: \$20,000,000.00	\$ 4,600,000.00
MONTRÉAL — Place de la Justice	
Parachèvement des travaux d'aménagement.	
Coût total: \$59,000,000.00	\$ 3,500,000.00
COMPLEXE SCIENTIFIQUE DE STE-FOY	
Phase I: Bâtiment principal: construction et aménagement	
Coût total: \$24,680,000.00	\$ 1,300,000.00
Phase II: Construction d'un laboratoire pour le C.R.I.Q.	
Coût prévu: \$4,600,000.00	\$ 3,275,000.00
Phase III: Construction de serres pour les ministères de l'Agriculture et des Terres et Forêts.	
Coût prévu: \$734,000.00	\$ 210,000.00

Service de l'aménagement

Le Service de l'aménagement conçoit et gère toutes les **phases** de l'aménagement fonctionnel des ministères-clients en assurant le **respect des normes générales** d'aménagement.

Réalisations

Aménagement des édifices « G » et « H »

En mars 1972, ce service a complété l'aménagement **des nouveaux édifices « G » et « H »** de la Cité parlementaire à Québec. Le **déménagement des fonctionnaires** dans ces édifices a débuté le 28 mars 1972 et le 30 juin, les 6,350 fonctionnaires concernés occupaient leurs nouveaux locaux.

Ces fonctionnaires constituent la majorité des effectifs **de onze (11) ministères** ou organismes gouvernementaux qui étaient dispersés **en quarante-sept (47) endroits** différents, dans la région de Québec.

Pour cette opération, les Travaux Publics ont mobilisé **une équipe de 125 personnes** sous la responsabilité de cinq fonctionnaires-cadres **et y ont consacré** environ \$600,000.00. Pour assurer une meilleure utilisation de **l'espace**, le ministère a coordonné la fusion et la mise en commun de certains **services** dont les ministères disposaient chacun de son côté, comme la polycopie, l'approvisionnement, la documentation, les postes et messageries, etc. . . D'autre **part**, il a créé de **nouveaux services** qui sont offerts aux occupants actuels du « G » et du « H »: bibliothèque centrale, cafétéria, salles de conférence, amphithéâtre, succursale **bancaire**, etc. . .

À l'occasion de ce grand déménagement, le ministère **a loué à prix modique** un nouveau centre de documentation à Québec afin **d'y entreposer les documents** semi-actifs des ministères-clients, ce qui a permis **d'affecter à des fins beaucoup** plus utiles les espaces à bureaux des édifices « G » et « H ».

Types d'espace

Les superficies de plancher de ces deux édifices sont réparties comme suit:

	Édifice « G »	Édifice « H »
Espaces à bureaux	621,282 pi.car.	212,933 pi.car.
Entrepôts, aires communes et publiques	176,000 pi.car.	43,600 pi.car.
Stationnement	1,300 places	400 places

Utilisation des espaces

Ces espaces sont occupés par les ministères ou organismes gouvernementaux suivants:

ÉDIFICE « G »

- Affaires municipales
- Éducation
- Tourisme, Chasse et Pêche
- Communications
- Commission du salaire minimum
- Travail et Main d'oeuvre
- Fonction Publique
- Commission de la Fonction Publique

ÉDIFICE « H »

- Transports et Travaux publics
- Service général des achats
- Affaires intergouvernementales

Services communs

Les services communs offerts aux occupants et visiteurs des édifices « G » et « H » sont les suivants:

ÉDIFICE « G »

- Bibliothèque, photothèque et centre de documentation
- Service de photocopie (trois centres)
- Service de l'accueil
- Service des postes et messageries
- Service de cafétéria (750 sièges) et cantine
- Amphithéâtre (450 sièges)
- Salles de conférence (20 salles)
- Galerie d'observation
- Succursale bancaire

- Poste de premiers soins
- Succursale de l'Éditeur officiel du Québec
- Tabagie
- Service des gardes
- Aires de repos
- Service de gestion et d'entretien de l'édifice
- Magasin du Service général des achats (2 magasins)
- Débarcadère.

ÉDIFICE « H »

- Bibliothèque
- Service de photocopie
- Service de l'accueil
- Service de cafétéria (200 sièges) et cantine
- Salles de conférence (2 salles)
- Poste de premiers soins
- Tabagie
- Service des gardes
- Aires de repos
- Service de gestion et d'entretien de l'édifice
- Service des postes et messageries
- Magasin du Service général des achats
- Débarcadère.

Autres aménagements

Les édifices propriété du Gouvernement et ceux détenus en vertu de baux à longue échéance furent réaménagés de façon à y regrouper les services d'autres ministères ou organismes gouvernementaux.

Ainsi, l'édifice « D » fut aménagé pour recevoir:

- a) les services de l'Environnement logés dans l'édifice Lafayette, boulevard Charest;
- b) certains services du ministère des Finances.

L'édifice « E » fut occupé par:

- a) l'O.P.D.Q. logé auparavant dans l'édifice Murdock, boulevard Charest à Ste-Foy;
- b) le Conseil du Trésor qui était logé dans l'édifice « D »;
- c) le vérificateur général logé antérieurement dans l'édifice « C ».

L'édifice Delta, à Ste-Foy, qui logeait le ministère du Travail fut occupé par:

- a) la Régie des Services publics qui était auparavant au 930 chemin Ste-Foy, à Québec;

- b) la Direction générale des systèmes (Mobec) qui était anciennement dans l'édifice S.S.Q., boulevard Laurier, à Ste-Foy;
- c) le service du Régime de retraite (Finances) qui était précédemment au 580 Grande-Allée, à Québec;
- d) la Direction régionale (région 3-1) du ministère des Transports qui venait de l'édifice I.B.M, Chemin Ste-Foy, à Québec.

Le ministère des Travaux publics a également réaménagé les édifices suivants:

L'édifice 1005 chemin Ste-Foy et l'édifice Joffre à Québec pour le ministère des Affaires sociales;

Le Palais de Justice de Trois-Rivières, à la demande du ministère de la Justice;

L'édifice Bois Fontaine situé au 880 chemin Ste-Foy à Québec pour les services de l'Informatique et autres services du ministère des Transports;

L'édifice Branly pour le ministère des Terres et Forêts, la division Québec-Métro de la Sûreté du Québec et le service Mobec du ministère des Finances.

Enfin, en raison des changements dans la structure administrative du ministère du Revenu, le ministère des Travaux publics a réaménagé cinq édifices occupés par ce Ministère.

Service de l'ameublement et de la décoration

Le Service de l'ameublement et de la décoration a la tâche d'approvisionner en meubles, tapis, draperies, etc. . . tous les ministères, la plupart des commissions et régies. Leurs demandes représentent une moyenne de 70 réquisitions et de quatre déménagements d'importance chaque semaine.

Pour meubler les édifices « G » et « H », 60,000 pièces de mobiliers ont été nécessaires. À cet effet, le Service de l'ameublement a placé 145 commandes auprès de 55 fournisseurs pour un montant global de \$7,270,000.00

Direction de l'exploitation des immeubles

Le présent chapitre décrit les responsabilités de la Direction de l'exploitation des immeubles.

On y traite:

Des types de bâtisses et des superficies de planchers sous la gérance du ministère pour fins de conservation et d'opération:

De l'entretien préventif;

Des services aux occupants, soit:

Les postes et messageries;

Les Services alimentaires;

Les Services de sécurité et de stationnement;

Les Services de premiers soins.

Des déboursés faits durant l'année pour l'entretien et l'opération de ces immeubles et pour la fourniture des services aux occupants.

Exploitation des immeubles:

La Direction de l'exploitation des immeubles veille à ce que les immeubles sous la juridiction du ministère des Travaux Publics et de l'Approvisionnement soient constamment en bon état et que les occupants reçoivent les services auxquels ils ont normalement droit.

Gestion des immeubles:

Les édifices sous la responsabilité de cette direction totalisaient durant l'année: 16,400,000 pieds carrés de plancher dont 4,400,000 pieds carrés en location. Cette superficie se répartit en édifices à bureaux — Palais de Justice — Centres de détention — Garages — Ateliers — Entrepôts et stationnements intérieurs.

Durant l'année 1972-73, le ministère a pris à sa charge la responsabilité des nouveaux édifices suivants:

- 1) les édifices « G », « H » et « J » représentant environ 1,100,000 pieds carrés,
- 2) le C.R.I.Q., superficie de 200,000 pieds carrés,
- 3) le stationnement d'Youville,
- 4) l'Hôtel de ville de l'Île Maligne, d'une superficie de 30,000 pieds carrés,
- 5) le Palais de Justice d'Arthabaska,
- 6) trois garages du ministère de l'Agriculture situés à: Notre-Dame-du-Lac, New-Carlisle, Rimouski,
- 7) l'édifice de Centralisation à Noranda,
- 8) des bureaux et/ou garages de voirie à St-Pascal, Cap-de-la-Madeleine, Nicolet, Trois-Rivières ouest, Boucherville et Rouyn.

Les nombreux édifices acquis durant les dernières années sont caractérisés, pour la plupart, par des équipements mécaniques et électriques très complexes pour fournir des standards élevés de confort.

Entretien préventif

Le ministère a accentué, au cours de l'année, les études et recherches déjà entreprises afin de normaliser les systèmes d'entretien préventif, uniformiser les méthodes de travail et publier les normes et procédures nécessaires, notamment: la publication et livraison d'un manuel traitant des problèmes d'entretien et d'opération des immeubles avec directives appropriées aux directeurs régionaux et d'un autre manuel traitant du transport vertical dans les immeubles et contenant les normes et politiques du ministère.

Durant l'année, on a procédé à l'implantation d'un système d'entretien et d'opération planifié pour les édifices « G », « H » et « J », pour le C.R.I.Q., pour le Centre de détention de Québec et l'édifice Montval, à Longueuil.

Services aux occupants

Par suite du nombre impressionnant de fonctionnaires qui sont venus occuper les locaux des édifices « G » et « H » dans la Cité Parlementaire, près de 6,000 personnes, les services aux occupants ont pris une plus grande importance.

Postes et messageries

Le Service de postes et messageries a été réorganisé en ouvrant des sous-stations dans les principaux édifices du Québec métropolitain et une station centrale dans l'édifice « G », dans le but de répondre aux besoins des ministères lorsque ceux-ci se justifient sur une base de rentabilité. Des discussions ont été entamées avec le ministère des Postes du gouvernement du Canada pour améliorer la livraison du courrier.

La préparation d'un mémoire de programme sur les Postes et messageries a été commencée au cours de 1972-73, afin de bien délimiter les responsabilités en ce domaine.

Services alimentaires

Le ministère des Travaux Publics a aussi créé une section spécifique responsable des services alimentaires afin de normaliser et mieux contrôler la fourniture de ces services aux endroits où il faut desservir les fonctionnaires.

Sécurité

Dans le domaine de la sécurité, les effectifs autorisés sont restés sensiblement les mêmes, mais une attention spéciale a été apportée à la formation de base et au perfectionnement des effectifs recrutés pour la sécurité des occupants et des édifices. Quatre cent six (406) agents de la paix ont suivi des cours de perfectionnement.

Le service a été chargé de planifier le recrutement et la formation d'agents de la paix pour la surveillance des cours de justice au Palais de Justice de Montréal. Il a de plus mis en place les effectifs de garde pour les nouveaux édifices de la Cité parlementaire.

Stationnement

La politique de stationnement commencée en 1971 a été appliquée progressivement au cours de l'année selon les modalités et les échéanciers définis dans la politique qui a introduit le principe que l'usager doit défrayer les coûts d'exploitation des terrains de stationnement. À Québec, la Société Parc Auto du Québec Métropolitain a administré pour le Gouvernement 4050 espaces intérieurs et 1500 espaces extérieurs; à Montréal, le service de stationnement du ministère a géré 760 espaces intérieurs et 3250 espaces extérieurs. De plus, le ministère des Travaux Publics et de l'Approvisionnement a dû louer, 344 espaces de stationnement supplémentaire pour répondre aux demandes des différents ministères.

Services de premiers soins

Des centres de premiers soins étaient en opération au cours de l'année: à Québec, aux édifices A, G, H et 1601 boulevard Hamel et à Montréal, à Place de la Justice. Ces services ayant pris de l'ampleur, le ministère a demandé à ce qu'un Comité interministériel soit formé afin de définir les politiques du gouvernement dans ce domaine.

Déboursés

Le ministère a consacré à l'Exploitation des immeubles: \$43,404,393.15 dont \$15,000,000.00 pour des locations. Ce montant se répartit comme suit:

\$34,775,693.72 pour l'entretien et l'opération des immeubles (y compris les \$15,000,000.00 en locations)

\$8,628,699.43 pour les services aux occupants.

Services de soutien

Ce chapitre porte sur le Service du personnel et le Service des contrats.

Service du personnel

Au cours de l'exercice financier 1972-73, le ministère des Travaux Publics avait un effectif de 1840 personnes réparties comme suit:

Cadres supérieurs	14	Techniciens et assimilés	91
Adj. aux cadres sup.	9	Employés de bureau	209
Professionnels:	82	Agents de la Paix	345
Personnel académique	3	Ouvriers	1087

Service des contrats

Le Service des contrats a comme responsabilité:

La préparation des appels d'offres.

L'étude des soumissions et les recommandations quant à l'octroi des contrats.

La préparation des contrats.

Durant l'année, 476 contrats ont été accordés pour une somme globale de \$21,308,673.93 et qui se distribuent comme suit:

CONTRATS DE CONSTRUCTION	317	\$17,271,614.06
Contrats de Services:		
Gardiennage	47	\$ 2,003,800.20
Entretien ménager	31	\$ 1,374,054.38
Enlèvement de neige	39	\$ 268,559.45
Tonte de gazon	27	\$ 53,440.50
Déménagement	3	\$ 261,446.34
Divers	12	\$ 75,759.00

Québec, novembre 1973
L'Éditeur officiel du Québec
A32A1A1/1973

Dépôt légal:
4e trimestre 1973
Bibliothèque nationale du Québec

三十一

1992 * 17

Service du Prêt
Bibliothèque de
l'Assemblée Nationale
Édifice Pamphile-Lemay
Ottawa, G1A 1A5

DATE DE RETOUR

[illegible]

L'Éditeur officiel du Québec

\$1.00

Imprimé au Canada

Bibliothèque de l'Assemblée nationale



QL A 065 514